

En Centrafrique, « une guerre se prépare »

Depuis le 1^{er} mai, rien ne va plus à Bangui, la capitale centrafricaine. La population a peur et se défend comme elle peut, sans pouvoir compter sur les forces de sécurité locales et l'Onu.

Bangui.
De notre correspondant

Une portière rouillée et des palettes cassées font office de barrage. C'est l'une des vingt-six barricades qui jalonnent le quartier Lakouanga, dans le deuxième arrondissement de Bangui. Protégés derrière ce barrage de fortune, cinq jeunes de 18 à 27 ans tiennent la position. L'un porte un vieux fusil, un autre une machette.

« Une guerre se prépare »

Romano, le « commandant », a 26 ans. « J'ai un diplôme d'urbaniste, dit-il fièrement, c'est pour ça que les grands du quartier m'ont choisi. » Ces jeunes désœuvrés se sont laissés embrigader et tous les soirs, depuis deux semaines, ils dressent des barricades à la tombée de la nuit. « On contrôle toutes les têtes inconnues, on fait ça pour protéger nos familles », dit-il.

Depuis le 1^{er} mai dernier et la tragédie de l'église de Fatima prise sous le feu d'hommes armés venus du quartier musulman du PK5, les tensions sont à leur comble entre les communautés de la capitale. Les affrontements d'alors ont fait une centaine de blessés mais surtout une trentaine de tués. Dont l'abbé Albert Toungoumalé-Baba, une importante figure de Bangui.

Les nuits suivantes, les barricades ont été dressées une à une dans



Les funérailles de l'abbé Albert Toungoumalé-Baba. Le prêtre a été tué dans son église alors qu'il tentait de parlementer.

les quartiers du nord de la capitale que les Casques bleus de la Minusca peinent à pacifier et contrôler. Depuis, chaque jour, des tirs retentissent. Et la psychose s'est installée à Bangui.

Entre 5 000 et 8 000 habitants auraient fui le quartier. Salim préfère rester dans son bureau « parce

qu'on se fait racketter et frapper au barrage » à l'entrée du quartier. Hippolyte, aide soignant, dort chez sa tante dans le centre-ville : « Je termine tard le travail, j'ai peur de rentrer chez moi la nuit. » Moussa, jeune instituteur, a fui le pays, en direction du Cameroun, « parce que ça ressemble à 2013 » et qu'il attend

un nouveau déferlement de rebelles déjà rassemblés à Kaga-Bandoro, à 330 km au nord de la capitale.

« Pas de photos ! », répète le chef du quartier. « On ne veut pas dévoiler notre stratégie. Une guerre se prépare », assène-t-il.

Abel SPRANG.

Des élections à fort enjeu en Inde

Le parti dirigé par Rahul Gandhi espère garder le contrôle du Karnataka pour entamer sa résurrection avant le scrutin national.

New Delhi.
De notre correspondante

Attaques personnelles, coups bas et rumeurs d'affaires de corruption : jusqu'au vote de samedi, la campagne électorale a été émaillée de nombreux incidents révélateurs des enjeux qui se jouaient au Karnataka pour les deux principaux partis nationaux.

Pour le Parti du Congrès, dirigé par Rahul Gandhi, gagner les élections au Karnataka, État qu'il dirige depuis 2013, signifierait un espoir de renaissance politique. Car, depuis l'arrivée au pouvoir des nationalistes hindous en 2014, ce parti historique a vu son poids fondre. Toutes les élections régionales lui ont échappé. Et s'il perd le Karnataka, il ne contrôlera désormais plus que le Punjab au nord, le Mizoram (nord-est) et le territoire de Pondichéry. Soit environ 2,5 % sur une population de 1,3 milliard d'habitants.

Le BJP, parti nationaliste au pouvoir, lui, n'a eu de cesse de voir son aura renforcée, même si pour l'instant, il n'a jamais pu conquérir le sud du pays. Une raison à cela, ce parti détient un électorat traditionnel qui parle majoritairement hindi,



Rahul Gandhi en meeting, le 10 mai.

une langue peu usitée dans le sud. Contrôler le Karnataka reviendrait à s'ouvrir une brèche vers les États méridionaux. Et à assurer ses arrières en prévision des élections nationales de 2019.

Samedi, plus de 70 % des électeurs se sont déplacés pour élire les 222 députés (sur 224) de l'assemblée locale. Qu'auront-ils décidé ? Sur six sondages, quatre donnaient le BJP en tête. Mais, sans forcément de majorité. Auquel cas, le Janata Dal (Secular), troisième parti en lice, pourrait bien être la clé du résultat. Verdict mardi.

Marjorie CESSAC.

Trump chasse un soda de son golf écossais

Nouvel incident diplomatique ! Donald Trump vient de bannir la boisson préférée des Écossais dans son golf de Turnberry.

L'histoire

L'Irn-Bru est un fameux soda. En Écosse, les consommateurs en boivent autant que du Coca-Cola américain. Aussi, Donald Trump vient de commettre un nouvel impair diplomatique, en interdisant la vente de cette boisson gazeuse dans son luxueux complexe de golf, à Turnberry, sur les terres écossaises de sa mère.

Lorsque l'imprévisible Président y reviendra, en juillet, « il devra affronter un niveau de protestations jamais vu depuis la guerre en Irak (2003)... », promet Patrick Harvie, le leader écossais des Verts, dans les colonnes du *Guardian*.

Les Écossais n'entendent pas accepter sans ferrailer le bannissement de l'Irn-Bru, surnommée « l'autre boisson nationale d'Écosse (après le whisky) ». Ils l'ont déjà défendue contre le récent projet de loi britannique taxant les sodas. Lorsqu'elle est passée, obligeant le fabricant à diviser par deux le taux de sucres de son soda, la population s'est ruée dans les supermarchés pour rafler les dernières bouteilles de la version originale, célèbre pour sa couleur d'un surprenant orange vif chimique.



L'Irn-Bru, célèbre pour sa couleur orange vif, chimique et indélébile.

C'est, d'ailleurs, ce zeste de citrate d'ammonium ferrique qui pose problème au golf de Trump. L'Irn-Bru est aussi célèbre comme remède à la gueule de bois que pour ses taches indélébiles. « Nous venons de faire 226 millions d'euros de rénovation dans cet établissement. Nous ne pouvons pas nous permettre de tacher le tapis de la salle de bal, qui coûte 567 000 € à lui seul », s'est justifié le directeur général Ralph Porciani, auprès de l'*Ayrshire Post*.

Christelle GUIBERT.

Un million de Japonais victimes d'isolement social

On les appelle des *hikikomori*. Ces personnes, adeptes de nouvelles technologies, s'enferment dans un fort isolement social. Des initiatives se mettent en place pour les aider.

Tokyo.
De notre correspondante

Pour Naohiro Kimura, 34 ans, tout a commencé lorsqu'il a échoué au concours d'entrée d'une école de droit. « Mon rêve était alors de devenir avocat, explique-t-il. Lorsque cette porte s'est fermée, mon monde s'est écroulé. »

Un phénomène international

Naohiro Kimura se retire alors dans la maison familiale à Tsukuba, au nord-ouest de Tokyo. Il devient un *hikikomori*, une personne qui se replie sur elle-même et ne sort quasiment plus. « Au début, je refusais ce terme. Dans la maison, je faisais du sport quotidiennement, je sortais promener le chien. J'allais au supermarché pour faire des courses, je ne pensais pas être un *hikikomori*. » Et pourtant, selon la définition du psychiatre Tamaki Saito, qui a formulé le

mot dans les années 1980, Naohiro Kimura, comme plus d'un million de Japonais aujourd'hui, était bien *hikikomori*.

Officiellement, ils ne seraient pas plus de 541 000 à l'échelle du pays mais ce chiffre est contesté. « Le gouvernement arrête de compter au-delà de 39 ans alors qu'il y a de nombreux *hikikomori* de plus de 40 ans », assure Naohiro Kimura, désormais rédacteur en chef du *Hikikomori news*, un journal écrit pour et par des *hikikomori*.

Si Naohiro Kimura estime être sorti de cette période qui aura duré dix ans, Vosot Ikeida y est toujours. Pour lui, « c'est difficile » de sortir, de se « confronter aux autres ». Il vit seul et « sort faire ses courses la nuit pour ne croiser personne ». Il tient lui aussi une gazette où il « échange beaucoup en ligne d'avec d'autres *hikikomori* aux États-Unis et en Europe. Ce phénomène n'est pas seu-



Naohiro Kimura, ancien hikikomori.

lement japonais.

Ce que confirme le professeur Takahiro Sato, spécialiste de la question. « Les nouvelles technologies bouleversent les codes partout dans le monde : autrefois, enfant, on apprenait le risque, l'échec par le jeu. Aujourd'hui, avec le jeu vidéo par exemple, si on rate, on

peut recommencer à l'infini. Ainsi, lorsqu'une personne fragile rencontre une situation difficile à l'école ou au travail, elle perd pied immédiatement. »

Le professeur reconnaît plusieurs types de *hikikomori*. Certains ont des troubles psychiatriques, d'autres pas du tout. « Au Japon, où la communication est indirecte, les cas d'*hikikomori* sévères s'installent plus facilement car les parents, désarmés, ont souvent peur d'en parler. »

L'association Node, fondée début mai, réfléchit à des solutions pour rompre cet isolement extrême. Kei Sato, l'un des piliers de Node et directeur de l'entreprise Mechakoma, leur propose de travailler de chez eux : « Ils sont souvent très doués avec l'outil informatique : pourquoi ne pas leur proposer des missions de programmation Web ? Il faut valoriser leurs compétences. »

Johann FLEURI.

Le monde et l'Europe en bref

Une semaine à hauts risques en Israël

Ce lundi, les États-Unis inaugurent en grande pompe leur ambassade à Jérusalem. Cette ouverture controversée coïncide avec le 70^e anniversaire de la création d'Israël, en 1948. Mardi, les Palestiniens commé-

morent la *Nakba*, la « catastrophe » qu'a représentée pour eux la proclamation d'Israël. Les Palestiniens sont par ailleurs toujours mobilisés à Gaza, théâtre depuis le 30 mars d'une « marche du retour ».

Indonésie : treize morts dans des attaques suicides

Des attentats suicides ont visé des églises chrétiennes, dimanche matin, à Surabaya, deuxième ville d'Indonésie située dans l'est de l'île de Java. Ces attaques, revendiquées par le groupe État islamique, auraient impliqué six membres d'une même famille dont deux fillettes. Le père a précipité une voiture bourrée d'ex-

plosifs contre la porte d'une église, la mère et ses deux filles, âgées de 12 et 9 ans, ont attaqué une autre église et les deux fils de 18 et 16 ans en ont visé une troisième. Des démineurs ont par ailleurs désamorcé deux bombes à la Gereja Pantekosta Pusat Surabaya (Église pentecôtiste du centre de Surabaya).



placés d'une soixantaine de km dans la province de l'Equateur.

Nicaragua : les manifestations s'intensifient



Les manifestations antigouvernementales qui ont fait cinquante et un morts en un mois, se sont poursuivies et intensifiées samedi au Nicaragua. Malgré des appels au dialogue de l'épiscopat, la contestation ne faiblit pas. Pas plus que la répression. Toutefois, l'armée a pris ses distances avec le président Daniel Ortega, appelant à « mettre fin

à la violence ». Dans un premier geste d'apaisement, Ortega avait accepté, vendredi, deux conditions préalables posées par l'épiscopat à tout dialogue : la fin de la répression des manifestations et l'autorisation pour la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) d'enquêter sur les morts de manifestants.

Catalogne : un président élu ce lundi

La frange radicale des indépendantistes a donné, dimanche, son feu vert à l'élection à la présidence de la Catalogne d'un candidat séparatiste. Ce lundi, Quim Torra, le candidat choisi par l'ex-président en exil

Carles Puigdemont, devrait donc être élu à la majorité simple de 66 voix contre 65. Il pourra former son gouvernement, ce qui entraînera automatiquement la levée de la tutelle de Madrid sur la région.

Avortement en Irlande : les pro-choix favoris

Le 25 mai, les Irlandais sont appelés à voter pour abroger le 8^e amendement à la Constitution qui garantit « le droit à la vie » de l'embryon, en tenant compte du « droit égal à la vie de la mère ». Samedi, une ultime manifestation anti-avortement a

eu lieu à Dublin. Selon une récente enquête Kantar Millward Brown pour le *Sunday Independent*, les pro-choix (45 %) l'emporteraient face aux défenseurs de la loi actuelle (34 %) malgré un nombre encore important d'indécis (18 %).

Les informés de franceinfo

Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi de 20h à 21h

franceinfo: radio . web . tv canal 27

chaque lundi avec la rédaction de **ouest france**